



BRÈVES ÉCONOMIQUES GRANDE CHINE ET MONGOLIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE PÉKIN

Semaine du 7 février 2022

Chine continentale

Conjoncture [\(ici\)](#)

PMI : le PMI manufacturier publié par Caixin-Markit et le PMI manufacturier officiel convergent, montrant un ralentissement des activités manufacturières

Réserves de change : les réserves de change s'établissent à 3250 Mds USD en décembre, niveau record depuis 6 ans, en forte hausse mensuelle de 27,8 Mds USD

Banque et finance [\(ici\)](#)

Finance : publication du « 14e plan quinquennal de normalisation financière »

Finances publiques locales : le Conseil des affaires d'Etat autorise une collectivité à restructurer sa « dette cachée »

Echanges et politique commerciale [\(ici\)](#)

Relations Chine-US : la Chine échoue à remplir ses engagements de l'accord de phase-1

Relations Chine-US : 33 entités chinoises ajoutées sur la « liste non vérifiée »

Relations Chine-Lituanie : suspension par les douanes chinoises des importations de viande bovine en provenance de Lituanie

ALE : la Chine et l'Équateur entament des négociations pour un accord de libre-échange

Industrie et numérique [\(ici\)](#)

Propriété intellectuelle : la Chine adhère à deux traités majeurs de l'OMPI

Economie numérique : la CAC cherche à réguler les technologies de « deep synthesis »

Données : le MIIT publie une version amendée des réglementations sur la sécurité des données

Blockchain : 15 zones pilotes sont identifiées pour explorer les applications de la blockchain

Pharmaceutiques : publication du 14^{ème} plan quinquennal pour le développement de l'industrie pharmaceutique

Electronique : le constructeur automobile Geely envisagerait d'acquérir le fabricant de smartphones Meizu

Automobile : Stellantis poursuit la réorganisation de ses capacités industrielles en Chine

Développement durable, énergie et transports [\(ici\)](#)

Climat : la Chine fait marche arrière sur le calendrier du pic d'émissions pour ses producteurs d'acier

Energie : signature d'un contrat majeur d'approvisionnement en gaz entre la Chine et la Russie

Energie : la construction d'un marché chinois unifié de l'électricité se concrétise avec une mise en œuvre initiale prévue pour 2025

Transport : hausse des transports de passagers de 31,7 % par rapport à l'année précédente pendant le nouvel an chinois

Aviation civile : publication d'un plan de « développement vert »

Transport aérien : la reprise du trafic intérieur au nouvel an lunaire 2022, encore loin des niveaux d'avant-crise ; un trafic international entre la France et la Chine réduit à néant

Aéronautique : SF Express obtient une licence d'exploitation pour déployer commercialement une solution de drone de fret

Actualités régionales [\(ici\)](#)

Shanghai : accélération du déploiement du métaverse dans le district de Xuhui

Jiangsu : la ville de Changzhou tient sa première conférence de l'année sur le développement industriel

Jiangsu : Kunshan, pôle d'innovation pour l'industrie numérique et de l'information

Hong Kong et Macao [\(ici\)](#)

Hong Kong

Croissance : Hong Kong voit son PIB progresser de 6,4% en 2021

Croissance : Fitch abaisse ses prévisions de croissance pour 2022, anticipant désormais une progression du PIB de 1,5% contre 3% précédemment

Epidémie de Covid-19 : le gouvernement renforce les mesures de distanciation sociale annonçant dans le même temps un plan de soutien de 26 Mds HKD (3,3 Mds USD)

Ventes de détail : en hausse de 8,1% en 2021

Bourse : la cotation de la société chinoise Wuxi Biologics à la bourse de Hong Kong momentanément suspendue suite à l'ajout de la société sur la liste « non vérifiée » par les Etats-Unis

Macao

Commerce extérieur : les importations de Macao ont augmenté de +66,2% en 2021

Croissance : progression de 21,1% du PIB de Macao attendue en 2022

Taiwan [\(ici\)](#)

PIB : la croissance économique a atteint 6,28%, 2021, contre 3,11% en 2020

IDE : les investissements étrangers ont chuté de 18% en 2021

Semi-conducteurs : TSMC annonce un CAPEX de 40 à 44 Md USD en 2022

Energie : Taipower fait face à de nouveaux défis

Investissements taiwanais en Europe : échec du rachat de Siltronic AG par Globalwafers

6G : Mediatek entend bien participer à l'élaboration des futurs standards

Chine continentale

Conjoncture

PMI : le PMI manufacturier publié par Caixin-Markit et le PMI manufacturier officiel convergent, montrant un ralentissement des activités manufacturières

Pour le secteur manufacturier, [l'indice des directeurs d'achats \(PMI\) Caixin-Markit](#) baisse fortement sous le seuil d'expansion, à 49,1 en janvier (contre 50,9 en décembre), soit son niveau le plus bas depuis février 2020 (correspondant au plus fort de l'épidémie de Covid-19 en Chine). « De décembre à janvier, la résurgence du Covid-19 dans plusieurs régions, dont Xi'an et Pékin, a contraint les gouvernements locaux à durcir les mesures de contrôle de l'épidémie, ce qui a restreint la production, le transport et les ventes de produits manufacturés », a déclaré Wang Zhe, *senior economist* au Caixin Insight Group.

[L'indice PMI manufacturier officiel](#) s'abaisse également à 50,1 en janvier (contre 50,3 en décembre). L'évolution de l'indice PMI manufacturier s'explique par la diminution généralisée de ses principaux sous-indices : indice de production (50,9 contre 51,4), indice de nouvelles commandes (49,3 contre 49,7), indice de l'emploi (48,9 contre 49,1), indice des importations (47,2 contre 48,2). Il convient de noter une nouvelle fois la pression inflationniste : les sous-indices des prix des intrants et des prix au départ d'usine remontent fortement en janvier, respectivement à 56,4 et 50,9, contre 48,1 et 45,5 en décembre. En outre, le ralentissement économique a impacté notamment les PME par rapport aux grandes entreprises : le PMI manufacturier officiel des grandes entreprises s'élève à 51,6 en janvier (contre 51,3 en décembre), tandis que ceux des moyennes et des petites entreprises tombent respectivement à 50,5 et 46,0 (contre 51,3 et 46,5 en décembre).

En outre, [le PMI non manufacturier officiel](#) diminue à 51,1 en janvier (contre 52,7 en décembre). Cette baisse s'explique principalement par les sous-indices des nouvelles commandes (47,8 contre 48,4), de l'emploi (46,9 contre 47,6), et des nouvelles commandes à l'exportation (46,0 contre 47,7).

Pour mémoire, le PMI manufacturier de Caixin, compilé par la société d'analyse de données IHS Markit Ltd., est davantage représentatif de l'industrie légère tandis que l'enquête officielle donne davantage de poids aux industries lourdes. Il arrive donc régulièrement aux deux indices de diverger.

Réserves de change : les réserves de change s'établissent à 3250 Mds USD en décembre, niveau record depuis 6 ans, en forte hausse mensuelle de 27,8 Mds USD

Selon la [State Administration of Foreign Exchange \(SAFE\)](#), les réserves de change s'établissent à 3 222 Mds USD en janvier, en baisse mensuelle de 28,5 Mds USD par rapport à fin décembre (-0,88% en g.m.), restant toutefois supérieures à 3 200 Mds USD pour le 9^{ème} mois consécutif. Cette évolution est due à des [facteurs transactionnels](#) (le commerce international, les investissements en actions et en obligations transfrontaliers et une intervention de la PBoC sur le marché des changes ainsi que [des facteurs non transactionnels](#) tels que le taux de change (qui agit sur la valeur du portefeuille d'actifs dans lequel les réserves sont investies).

Selon la SAFE, cette baisse s'explique par la dépréciation des actifs libellés en autres devises que le dollar, alimentée par l'appréciation du dollar. En effet, alors que l'indice du dollar (DXY) a augmenté de 0,9% en janvier (relativement à un panier de devises), la livre et l'euro se sont dépréciés respectivement de 1,2% et de 0,6% vis-

à-vis du dollar : les actifs libellés en livre et en euro se sont ainsi largement dépréciés. Par ailleurs, le taux de rendement des bons du Trésor américains (dans lesquels un tiers des réserves seraient investies) s'est fortement élevé de 28 points de base pour atteindre 1,79% à fin janvier (contre 1,51% à fin décembre) en raison de l'anticipation du resserrement monétaire du FED , entraînant une baisse de leur valeur. La ventilation précise des actifs composant les réserves demeure cependant inconnue.

Retour au sommaire ([ici](#))

Banque et finance

Finance : publication du « 14e plan quinquennal de normalisation financière »

Le 27 janvier, la PBoC, la State Administration for Market Regulation (SAMR), le régulateur des banques et des assurances chinois (CBIRC) et le régulateur des valeurs mobilières chinois (CSRC) ont publié conjointement le « [14e plan quinquennal de normalisation financière](#) » (《金融标准化“十四五”发展规划》) visant à renforcer le système normatif (标准体系) applicable à divers aspects du secteur financier d'ici 2025.

Le plan définit sept priorités ainsi que des sous-axes de travail, sans annoncer de mesure concrètes :

- 1) Moderniser les règles de gestion financière. Il s'agit d'améliorer la prévention et le contrôle des risques financiers, d'améliorer la production de données statistiques, de renforcer les normes de protection des consommateurs de produits financiers et de renforcer l'utilisation du *Big Data* dans la surveillance financière.
- 2) Améliorer la réglementation applicable aux marchés financiers. Le plan prévoit d'améliorer les normes relatives aux infrastructures de marché et aux plateformes de négociation, d'améliorer le système d'analyse et de notation de la qualité de crédit des individus lorsqu'ils demandent un prêt, de soutenir l'internationalisation du RMB, de renforcer la réglementation applicable aux valeurs mobilières et aux contrats à terme, d'améliorer les modalités d'échange sur le marché de l'or, et de renforcer les normes applicables au secteur de l'assurance.
- 3) Soutenir l'innovation dans les produits et services financiers. Le plan envisage d'accélérer l'amélioration du cadre réglementaire applicable à la finance verte, et de promouvoir la finance inclusive.
- 4) Moderniser et verdir les technologies financières. Il s'agit de réglementer davantage les Fintech et l'utilisation des données financières, de renforcer la sécurité des réseaux financiers et de réglementer les modalités d'informatisation de la finance, tout en assurant le verdissement des acteurs.
- 5) S'approcher des standards internationaux, par l'application des normes financières internationales et la participation à la formation des standards internationaux en matière de finance.
- 6) Promouvoir la réforme et l'innovation dans la production de normes. Le but est de renforcer la mise en œuvre des normes, améliorer l'accès à la norme et sa lisibilité, mieux coordonner les dispositifs expérimentaux et la certification.
- 7) Améliorer la production normative. Il s'agit d'optimiser les mécanismes de production de normes, de favoriser la numérisation de ce travail, et de renforcer les capacités et compétences des équipes en charge de cette mission.

Finances publiques locales : le Conseil des affaires d'Etat autorise une collectivité à restructurer sa « dette cachée ».

Les « Avis du Conseil des affaires d'Etat sur le soutien au Guizhou pour ouvrir une nouvelle voie de développement dans les régions de l'Ouest » ont été publiés le 18 janvier 2022.

Les avis comprennent 32 articles couvrant 9 éléments. En particulier, l'article 29 détaille les mesures pouvant être mises en place afin de prévenir et résoudre les risques d'endettement excessif pour le gouvernement local du Guizhou, présentées comme suit :

- Contrôler les projets d'investissement des collectivités locales et refréner strictement la contraction de nouvelles dettes implicites conformément aux réglementations ;
- Renforcer la planification globale des ressources financières du gouvernement local et mobiliser tous les types de fonds ou actifs afin d'éliminer progressivement les dettes implicites existantes ;
- Autoriser les LGFVs à négocier avec les institutions financières des solutions s'agissant des dettes implicites existantes, conformément aux modalités de report ou restructuration et à la condition que les collectivités locales s'engagent à ne plus recourir à la contraction de nouvelles dettes implicites ;
- Améliorer le mécanisme de réponse d'urgence aux risques d'endettement des collectivités locales ;
- Accorder aux collectivités locales du Guizhou des quotas d'endettement appropriés afin de soutenir le développement des projets d'investissement public, sous conditions d'éligibilité et de contrôle accru des risques liés à l'endettement ;
- Développer des programmes pilotes de réduction des risques d'endettement dans certaines régions à haut risque.

La promulgation des avis témoigne d'une volonté renforcée des autorités d'adresser les risques résultant de l'endettement hors-bilan, laissant penser que les mesures de résolution des problèmes d'endettement du Guizhou devraient s'accélérer.

Pour mémoire, selon les données de Huatai Securities sur les ratios d'endettement globaux des provinces chinoises, le Guizhou apparaissait au 3^{ème} rang du classement national en 2019 (ratio de 272%) et 2020 (ratio de 278%), derrière Tianjin et le Jiangsu. De nombreux événements de crédit liés aux « actifs de dettes non standardisées » (非标准化债权资产,) qui désignent les titres de dette qui ne sont pas négociés sur le marché interbancaire et le marché boursier et constituent une part importante de la structure du financement des collectivités locales du Guizhou, se sont produits. Sur les 72 événements de crédit recensés en 2019, 50 se seraient déroulés dans le Guizhou, contribuant à affecter considérablement l'appréciation par le marché des obligations émises par les LGFVs de la province. Selon le journal chinois The Economic Observer, le solde des dettes des LGFVs du Guizhou s'élèverait autour de 244,5 Mds CNY (38 Mds USD), soit seulement 2% du total national.

En outre, les avis mentionnent la nécessité de renforcer l'interaction et la coopération entre le Guizhou et la région de la Grande Baie Guangdong-Hong-Kong-Macao. L'amélioration des capacités d'innovation et le développement du système de méga-données doivent également être promus, compte-tenu de l'implantation dans le Guizhou de l'« œil du ciel chinois » (*five-hundred-meter aperture spherical radio telescope, FAST*) et du développement très rapide de l'industrie des méga-données depuis l'installation en 2013 des centres de données des trois grands opérateurs télécoms chinois dans la province.

Retour au sommaire ([ici](#))

Echanges et politique commerciale

Relations Chine-US : la Chine échoue à remplir ses engagements de l'accord de *phase-1*

Selon les [chiffres du commerce extérieur](#) des Etats-Unis publiés le 8 février, le déficit commercial avec la Chine s'est élevé à 355,3 Mds USD sur l'année 2021, en hausse de 45 Mds USD par rapport à 2020. En 2021, les Etats-Unis ont exporté 151,1 Mds USD de biens vers la Chine – soit 26,6 Mds USD de plus qu'en 2020 ; la Chine a exporté 506,4 Mds USD des biens vers les Etats-Unis, soit 71,6 Mds USD de plus que l'année précédente.

Suite à la parution de ces chiffres, le *Peterson Institute for International Economics* (PIIE) a publié [un rapport](#) estimant que la Chine n'aurait rempli que 57 % des engagements pris dans le cadre de l'accord dit de *phase-1* (n'important que 288,8 Mds USD de biens et services américains en 2020 et 2021 sur les 502,4 Mds USD visés par l'accord).

Pour les produits manufacturés – représentant à eux seuls 44 % des engagements du *phase-1*, la Chine a rempli 59% des objectifs (soit 124 Mds USD d'importations deux ans). Dans le secteur de l'automobile la Chine n'aurait rempli que 39 % des objectifs de l'accord, et seulement 18 % pour le secteur de l'aéronautique (s'expliquant en partie par la délocalisation d'usines américaines durant la guerre commerciale et les deux accidents mortels de Boeing 737 MAX dont la Chine a suspendu la circulation jusqu'en décembre 2021). Les secteurs des semi-conducteurs (129 % de l'objectif), des équipements de semi-conducteurs (145 % de l'objectif)¹, ainsi que les produits médicaux (134 % de l'objectif) ont toutefois dépassé les objectifs ([voir les brèves de la semaine du 25 octobre 2021](#)).

Pour les services (37 % des engagements de l'accord), la Chine n'a atteint que 52 % des objectifs (78,7 Mds USD). Alors que le tourisme les voyages d'affaires représentaient plus de la moitié des exportations américaines de services vers la Chine avant 2019, celles-ci se sont effondrées du fait des restrictions imposées durant la pandémie : 0,9 Mds USD pour le tourisme en 2020 contre un objectif affiché de 12,9 Mds USD, et 0,4 Mds USD contre un objectif de 5,1 Mds USD pour les voyages d'affaires la même année. L'exportation de services d'éducation – les étudiants chinois poursuivant leurs études dans les établissements américains, a également enregistré une baisse durant la pandémie (14,4 Mds USD contre l'objectif de 19,5 Mds USD en 2020). L'exportation de services financiers (4,5 Mds USD contre l'objectif de 4,9 Mds USD) et les licences d'utilisation de propriété intellectuelle (8,3 Mds USD contre l'objectif de 9,1 Mds USD) ont également été en dessous des engagements fixés par l'accord.

La Chine s'est le plus approché des objectifs fixés sous l'accord *phase-1* dans le secteur agricole, où les exportations américaines ont rempli 83 % des objectifs (61,1 Mds USD). Les exportations de soja, victimes des représailles tarifaires chinoises durant la guerre commerciale, se sont élevées à 28,3 Mds USD sur deux ans – soit deux tiers de l'objectif de l'accord. Alors que les exportations de certains autres produits agricoles tels que le coton (92 % des objectifs), les homards (50 % des objectifs) et les cuirs et peaux bruts (29 % des objectifs) n'ont pas connu de rebond, les exportations de porc (303 % de l'objectif), de maïs (1176 % de l'objectif), et de blé (110 % de l'objectif) ont excédé les attentes. L'entrée en vigueur de l'accord de *phase-1* ne semble toutefois pas être la raison principale derrière ces bons résultats : la fièvre porcine africaine a ravagé le cheptel chinois entre 2020 et 2021 ; et par [une décision](#) de l'OMC rendue en 2019 selon laquelle les mesures tarifaires chinoises visant le blé,

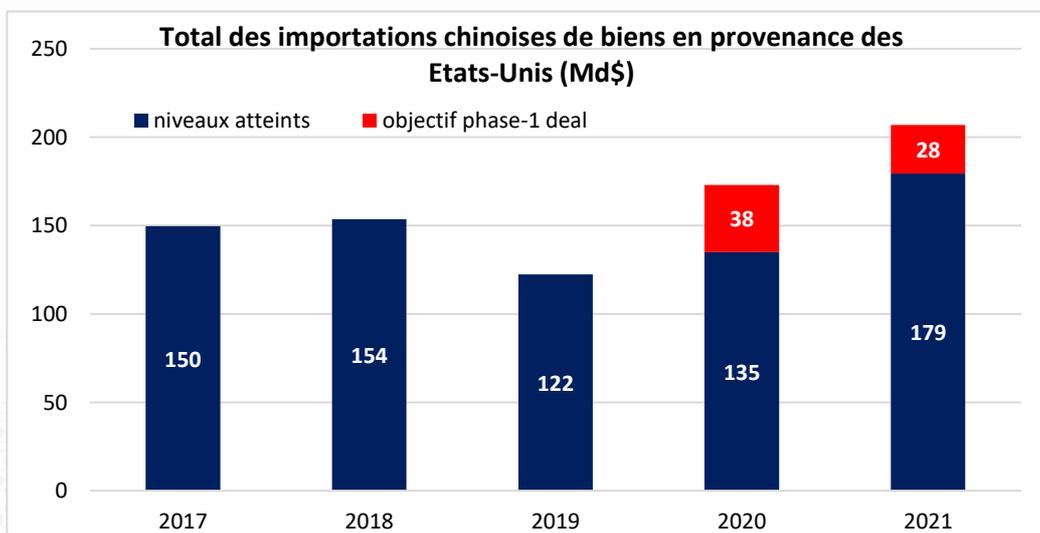
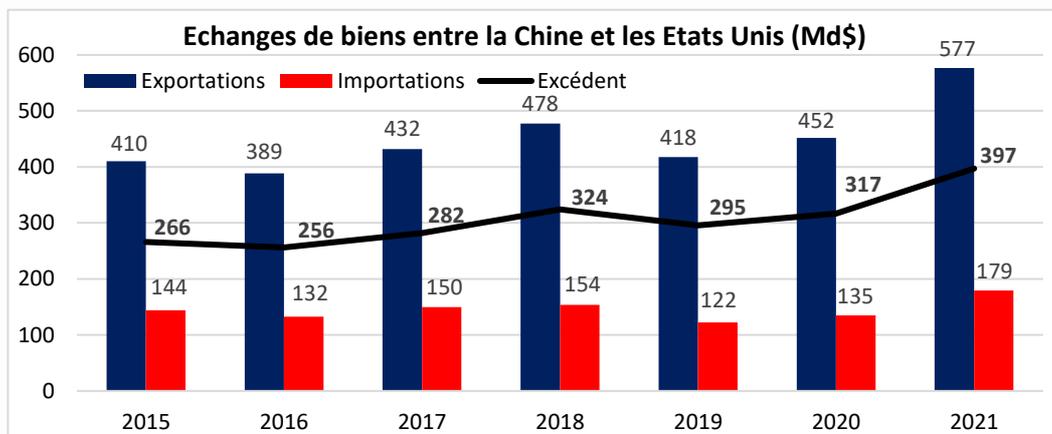
¹ Dont la demande chinoise a été gonflée par des mouvements de stockage d'entreprises telles que Huawei et SMIC face à la menace d'une suspension des licences d'exportation par l'administration américaine.

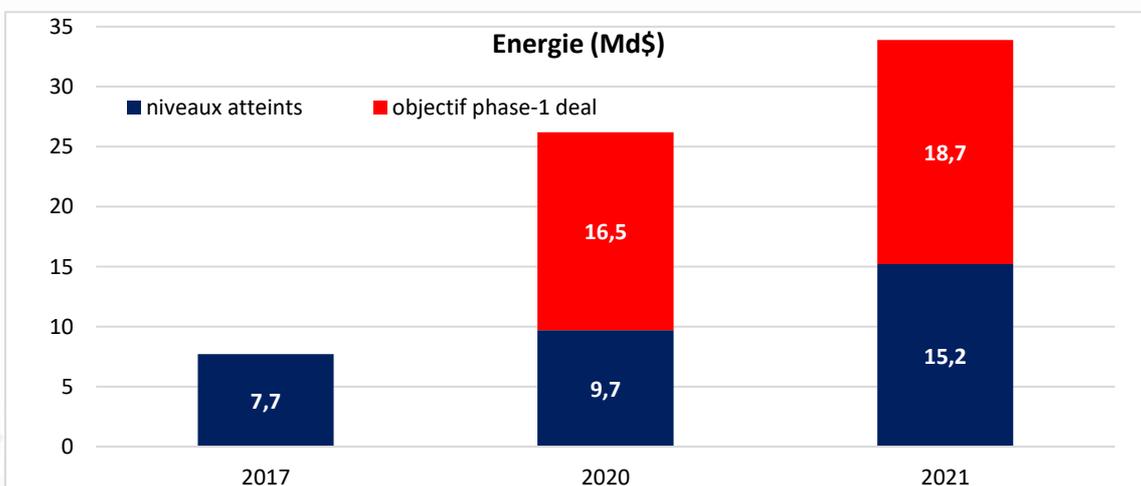
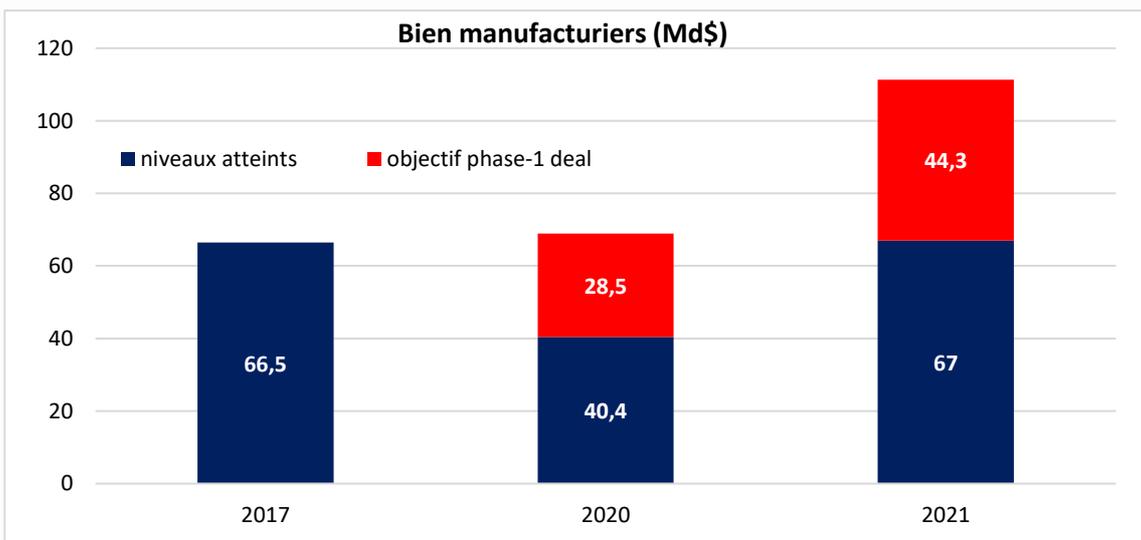
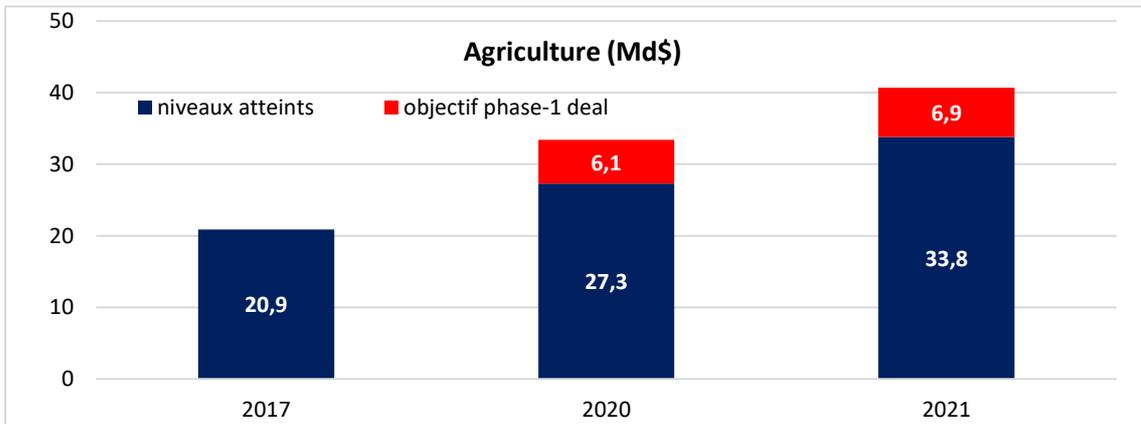
Le maïs et le riz étaient contraires aux règles de l'OMC a incité la Chine à accroître ses importations de de blé et de maïs.

Enfin, pour l'exportation de produits énergétiques, la Chine n'a atteint que 37 % des objectifs fixés par l'accord, alors même que la valeur des importations a fortement surpassé le niveau pré-guerre commerciale (24,9 Mds USD contre 7,7 Mds USD en 2017). Seules les exportations de gaz naturel liquéfié (GNL) ont excédé l'objectif fixé (4,9 Mds USD sur deux ans, soit 129 % de l'objectif). Le non-respect des engagements dans ce secteur peut en partie s'expliquer par des contraintes de capacité et du fait que les engagements aient été rédigés en valeur (dollars), et non en volume (barils de pétrole, par exemple), et n'étant donc pas à l'abri des fluctuations des prix de l'énergie durant la pandémie.

Le PIIÉ estime en conclusion du rapport que les exportations américaines vers la Chine auraient été supérieures de 26 Mds USD en 2020 et 39 Mds USD en 2021 s'il n'y avait pas eu de guerre commerciale.

En réaction à ces chiffres, la secrétaire américaine au Commerce Gina Raimondo a [déclaré](#) que les Etats-Unis demanderont des comptes à la Chine pour avoir manqué à ses objectifs d'achats, et a accusé Pékin de « ne pas jouer les règles » en subventionnant les entreprises chinoises, entravant ainsi la compétitivité des entreprises américaines.





Relations Chine-US : 33 entités chinoises ajoutées sur la « liste non vérifiée »

Le 7 février, le Bureau de l'industrie et de la sécurité (BIS) du département du Commerce des Etats-Unis [a ajouté](#) 33 entités chinoises² sur la « liste non vérifiée » (*Unverified List*, ou *UVL*). Parmi les entreprises et universités notables figurent WuXi Biologics (Shanghai et Wuxi) ainsi que l'équipementier [Shanghai Microelectronics](#) (SMEE, machines de lithographie).

L'exportation de biens ou de technologies américaines soumises à la *Export Administration Regulations (EAR)* à des entités figurant sur la UVL se voit en conséquence interdite, et toute autre transaction de biens ou technologies américaines ne nécessitant pas l'obtention d'une licence conformément à la *EAR* doit faire l'objet d'une notification (*UVL statement*). Par ailleurs, toutes les transactions en cours avec ces entités concernant des biens nécessitant l'obtention d'une licence dans le cadre du *EAR* sont suspendues.

La UVL rassemble les noms et adresses d'entités étrangères parties à des transactions (exportation, réexportation ou transfert) impliquant des biens soumis à la *Export Administration Regulations (EAR)*, et dont le *bona fides* (la bonne foi et la fiabilité des déclarations sur l'utilisation et l'utilisateur final) ne peut pas être vérifié par le BIS, pour des raisons en dehors du contrôle de l'administration américaine. [Le ministère chinois du Commerce \(MOFCOM\) a critiqué](#) cette décision, accusant l'administration américaine de créer des obstacles pour la coopération économique sino-américaine, de violer les règles internationales, et de déstabiliser les chaînes d'approvisionnement globales.

Le même jour, le département américain de la Justice [a accusé](#) Hytera Communications Corp – un fournisseur chinois des systèmes de radio mobile professionnel (talkiewalkies) utilisés par la police – de conspiration et tentatives de vols de technologies américaines. Hytera aurait notamment procédé à des recrutements d'employés de Motorola de 2007 à 2020, dans le but d'acquérir des données commerciales sur les systèmes radios. En février 2020, Motorola avait par ailleurs [obtenu environ 760 M USD de dédommagements](#) dans une affaire à l'encontre de Hytera, la Cour fédérale de Chicago ayant conclu à l'utilisation de documents confidentiels de Motorola par Hytera.

² Les 33 entités sont: AECC South Industry Co., Ltd ; Beijing SWT Science; Beijing Zhonghehangxun Technology Co., Ltd ; China National Erzhong Group Deyang Wanhang Die Forging Co., Ltd.; Chuzhou HKC Optoelectronics Technology Co., Ltd.; Dongguan Durun Optical Technology Co., Ltd.; Dongguan Huiqun Electronic Co., Ltd.; Guangdong Guanghua Sci-Tech Co.; Guangxi Intai Technology Co., Ltd.; Guangzhou Hymson Laser Tehnology Co., Ltd.; Harbin Xinguang Feitian; Hefei Anxin Reed Precision Co., Ltd.; Heshan Deren Electronic Technology Co., Ltd.; Hubei Longchang Optical Co., Ltd.; Hubei Sinophorus Electronic Materials Co., Ltd.; Hunan University, State Key Lab of Chemo/Biosensing & Chemometrics; Jinan Bodor CNC Machine Co., Ltd.; Jiutian Intelligent Equipment Co., Ltd.; Kunshan Heng Rui Cheng Industrial Technology Co., Ltd.; Shanghai Fansheng Optoelectronic Science & Technology Co., Ltd.; Shanghai Micro Electronics Equipment (Group) Co., Ltd.; Shuang Xiang (Fujian) Electronics; Southern University of Science and Technology, Department of Mechanical and Energy Engineering; Suzhou Chaowei Jingna Optoelectric Co., Ltd.; Suzhou Gyz Electronic Technology Co., Ltd.; Suzhou Lylap Mould Technology Co., Ltd.; Wuxi Biologics Co., Ltd.; Wuxi Biologics (Shanghai) Co., Ltd.; Wuxi Turbine Blade Co., Ltd.; Yunnan Fs Optics Co., Ltd.; Yunnan Tianhe Optoelectronic Co., Ltd.; Zhengzhou Baiwai Intelligent Automation; Zhuzhou CRRC Special Equipment Technology Co.

Relations Chine-Lituanie : suspension par les douanes chinoises des importations de viande bovine en provenance de Lituanie

L'administration générale des douanes chinoises (GACC) a [annoncé](#) mercredi 9 février la suspension pour une durée indéterminée, à compter du jour même, des importations viande bovine en provenance de Lituanie, sans pour autant en expliciter les raisons.

Premier importateur mondial de viande bovine, la Chine n'a importé en 2021, selon les douanes chinoises, que 775 tonnes de bœuf lituanien, sur un total d'importations de bœuf s'élevant à 2,36 millions de tonnes.

La Chine est déjà accusée d'avoir suspendu le dédouanement des marchandises en provenance de Lituanie ou contenant des intrants lituaniens (invoquant des failles dans son service informatique), de rejeter des demandes d'importation en provenance de Lituanie et d'exercer une pression sur les entreprises multinationales pour qu'elles rompent leurs liens commerciaux avec Vilnius sous peine d'être exclues du marché chinois. Bien que Pékin nie toute implication, ces incidents coïncident avec l'annonce par la Lituanie de l'ouverture d'un bureau de représentation de Taïwan à Vilnius ([voir brèves de la semaine du 6 décembre 2021](#)).

Le 27 janvier, la Commission européenne avait annoncé avoir engagé une procédure à l'OMC contre les pratiques commerciales discriminatoires de la Chine, visant en premier lieu la Lituanie ([voir brèves de la semaine du 24 janvier 2022](#)).

ALE : la Chine et l'Équateur entament des négociations autour d'un accord de libre-échange

[Selon le ministère du Commerce de la Chine \(MOFCOM\)](#), le MOFCOM et le ministère de la Production, du Commerce extérieur, des Investissements et de la Pêche (MPCIP) de l'Équateur ont récemment signé un mémorandum pour débiter des négociations autour d'un accord de libre-échange (ALE) entre les deux pays. L'étude conjointe de faisabilité lancée par la Chine et l'Équateur en septembre 2021 s'était achevée en janvier 2022.

En 2021, le commerce bilatéral entre les deux pays s'est élevé à près de 11 Mds USD (+44,5 %), et la Chine est devenue le deuxième partenaire commercial de l'Équateur pour la deuxième année consécutive selon le MOFCOM. La Chine négocie actuellement 10 autres ALE, avec : le Conseil de coopération du Golfe (CCG), la Corée du Sud et le Japon, le Sri Lanka, Israël, la Norvège, la Moldavie, le Panama, la Palestine, la deuxième phase de l'accord avec la Corée du Sud (notamment sur la libéralisation des services), ainsi que la mise à jour de l'accord avec le Pérou.

Pour rappel, 15 ALE sont actuellement en vigueur entre la Chine et : Singapour, l'ASEAN, le Cambodge, la Corée du Sud, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Pakistan, les Maldives, l'île Maurice, la Suisse, l'Islande, la Géorgie, le Costa Rica, le Pérou, et le Chili.

Retour au sommaire ([ici](#))

Industrie et numérique

Propriété intellectuelle : la Chine adhère à deux traités majeurs de l'OMPI

Le 5 février 2022, la Chine a déposé son instrument d'adhésion au [système de La Haye](#) [l'acte de Genève de l'arrangement de La Haye] concernant l'enregistrement international des dessins et modèles industriels, ainsi qu'au [traité de Marrakech](#) facilitant la production et la diffusion internationale de livres dans des formats spécialement adaptés aux aveugles et aux déficients visuels.

Par son adhésion au système de La Haye, la Chine porte à quatre-vingt-quatorze le nombre de pays couverts par ce système qui offre une solution simple à la protection internationale des dessins et modèles. Grâce à une seule demande internationale en ligne, les utilisateurs peuvent enregistrer jusqu'à cent dessins ou modèles dans l'ensemble des pays membres, dont fera partie la Chine à partir du **5 mai 2022** (date d'entrée en vigueur de son adhésion). À compter de cette date, les créateurs non-résidents chinois pourront obtenir la protection internationale de leurs dessins et modèles en Chine, ce qui facilitera l'exploitation de leurs créations sur ce marché. Il est en revanche précisé que les régions administratives spéciales de Hong Kong et de Macao ne sont pas concernées pour l'instant par cette adhésion.

Quant à l'adhésion de la Chine au traité de Marrakech, elle permettra de diffuser, au-delà des frontières, des œuvres chinoises protégées par droit d'auteur pour les rendre accessibles aux personnes aveugles ou ayant une déficience visuelle. De même, les dix-sept millions de personnes présentant des difficultés de lecture des textes imprimés qui vivent en Chine pourront accéder à un choix plus étendu d'œuvres protégées par le droit d'auteur.

Economie numérique : la CAC cherche à réguler les technologies de « *deep synthesis* »

Le 28 janvier, l'Administration du cyberspace (CAC) a publié un projet de « réglementations sur la gestion des *deep synthesis* des services d'information internet » ([互联网信息服务深度合成管理规定](#)), visant notamment à encadrer strictement l'usage et la diffusion des *deep fakes* (深度伪造).

En novembre 2019, la CAC avait [déjà interdit](#) le transfert de contenus comprenant des *deep fakes* et dépourvus de marqueurs indiquant qu'il s'agit de contenu altéré ou généré par synthèse. La « réglementation sur la gestion des services d'information audio et vidéo » ([网络音视频信息服务管理规定](#)), entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2020, prévoit en effet aux articles 10 et 11 un encadrement des contenus altérés par du *deep learning* :

- Obligation, pour les fournisseurs de services d'information audio et vidéo basés sur le *deep learning*, la réalité virtuelle et autres nouvelles technologies et ayant des attributs médiatiques ou des fonctions de mobilisation sociale, de faire l'objet d'un examen de sécurité.
- Obligation, pour ces mêmes fournisseurs, de joindre à toute diffusion un « marqueur apparent » indiquant que le contenu a été altéré ou généré par synthèse.

Le texte de janvier 2022 est quant à lui entièrement consacré aux *deep synthesis*, et en propose dès lors un encadrement plus complet. Il définit d'abord les contenus susceptibles d'être altérés ou générés par synthèse : textes ; contenus audio de son, musique et voix humaines ; contenus de type image et vidéos, y compris ceux comprenant des données biométriques ; scènes virtuelles comme la reconstruction 3D. Le projet de loi prévoit les dispositions suivantes pour les fournisseurs d'outils permettant du *deep synthesis* :

- Protection des données personnelles et notamment biométriques : nécessité d'obtenir le consentement de l'individu dont les données biométriques (visage, voix) sont altérées.
- Assurance de l'identification et de la traçabilité du contenu altéré ou généré par synthèse (可被自身识别、追溯). Le contenu doit être associé à la plateforme l'ayant altéré ou généré. L'identité des utilisateurs altérant ou générant le contenu doit être renseignée sur l'application ou le logiciel ayant permis ces altérations.
- A cet effet, obligation de joindre à chaque contenu un « marqueur apparent » indiquant au public la nature altérée ou générée du contenu. Déjà prévue par la réglementation de 2019, cette obligation (article 14) s'applique désormais explicitement aux contenus audios, vidéos et d'images contenant notamment des informations biométriques, ainsi que les scènes de réalité virtuelle (虚拟场景).
- Création d'une plateforme sur laquelle les utilisateurs peuvent porter plainte.
- Réitération de l'obligation d'examen de sécurité en cas de « capacité de mobilisation sociale ou de l'opinion publique » (article 20). L'examen devra être conduit par la CAC.
- En cas de non-conformité, un avertissement est d'abord remis ; les amendes s'échelonnent ensuite de 10 000 à 100 000 CNY (1 350-13 500 EUR).

C'est également auprès de la CAC que les entités fournissant des outils de *deep synthesis* devront s'enregistrer, 10 jours avant la mise en ligne de leurs outils (article 19). Enfin, les *deep fakes* ne peuvent pas être utilisés pour produire du contenu illégal.

Après la [réglementation sur les algorithmes de recommandation](#), qui entrera en vigueur le 1^{er} mars, ce nouvel encadrement plus complet sur les *deep synthesis* illustre la volonté et les moyens mis en œuvre pour réguler tous contenus circulant sur internet. Surtout, il démontre une forte réactivité des autorités pour réguler toute technologie émergente susceptible d'altérer les contenus en présentant des informations fausses ou indésirables. La réglementation de décembre 2019 interdisant le transfert de contenus altérés par du *deep learning* avait ainsi été publiée deux mois à peine après que l'application d'interversion de visage ZAO se soit hissée en tête de liste des applications de divertissement sur l'Apple Store, deux jours après sa mise en ligne en septembre 2019.

Données : le MIIT publie une version amendée des réglementations sur la sécurité des données

Le 10 février, le ministère de l'Industrie et des technologies de l'information (MIIT) a publié une [version amendée](#) des réglementations sur la sécurité des données, pour appel à commentaires jusqu'au 21 février.

Cette version contient plusieurs précisions, d'abord sur les catégories de données :

(1) **Les données générales** (一般数据) :

- Données ayant un faible impact sur les intérêts publics ou les droits et intérêts légitimes des individus, ainsi qu'un moindre impact social négatif (社会负面影响) ;
- Données relatives à un petit nombre d'utilisateurs et d'entreprises, et à un faible progrès technologique ;
- Autres données non-incluses dans les catégories des données importantes et fondamentales.

(2) **Les données importantes** (重要数据) :

- Données qui constituent une menace pour la sécurité politique, territoriale, militaire, économique, culturelle, sociale, scientifique et technologique, électromagnétique, internet, écologique, des ressources, et nucléaire ; qui affectent les intérêts d'outre-mer, la biologie, l'espace, la région polaire, les grands fonds marins, l'IA et d'autres domaines importants liés à la sécurité nationale ;

- Données qui entraînent un impact sérieux (严重影响) sur le développement, la production, l'exploitation et les intérêts économiques dans le domaine de l'industrie et des technologies de l'information ;
- Données qui provoquent des incidents majeurs en matière de sécurité des données ou des accidents de sécurité de la production, ont des impacts sérieux sur les intérêts publics ou les droits et intérêts légitimes des individus et des organisations, ainsi qu'un impact social fortement négatif (社会负面影响大) ;
- Données dont la portée de l'impact concerne plusieurs industries et régions, de long terme, et qui provoque un impact sérieux sur le développement de l'industrie, le progrès technologique et l'écosystème industriel ;
- Autres données importantes déterminées par le MIIT.

(3) **Les données fondamentales** (核心数据) :

- Données qui constituent une menace grave (严重威胁) pour la sécurité politique, territoriale, militaire, économique, culturelle, sociale, scientifique et technologique, électromagnétique, internet, écologique, des ressources, et nucléaire ; qui portent gravement atteinte (严重影响) aux intérêts d'outre-mer, à la biologie, à l'espace, à la région polaire, aux grands fonds marins, à l'IA et à d'autres domaines clés liés à la sécurité nationale ;
- Données qui ont un impact significatif (重大影响) sur le secteur de l'industrie et des technologies de l'information, sur les **infrastructures critiques d'information** (关键信息基础设施) et sur ressources importantes ;
- Données qui causent des dommages majeurs (重大损害) à la production et au fonctionnement industriels, au fonctionnement et aux services des réseaux de télécommunication (y compris internet), à l'opérabilité des services de radio ; qui entraînent un arrêt et une perturbation généralisée des services de radio, du réseau et des services, etc. ;
- Autres données fondamentales déterminées par le MIIT.

Selon le projet de recommandation, les propriétaires de données doivent rapporter tout changement de volume de données importantes ou fondamentales de plus de 30% dans une durée maximale de 3 mois. Pour rappel, il revient aux administrations sectorielles et/ou à l'Administration chinoise du cyberspace (CAC) de définir, à partir de ces vagues recommandations, des critères pour évaluer quels types de données correspondent à chaque catégorie.

S'agissant des transferts transfrontaliers de données, il est prévu que les processeurs de données dans les secteurs de l'industrie et de la technologie de l'information ne peuvent fournir des données stockées sur le territoire de la RPC à des agences industrielles, de télécommunications ou de régulation des communications radios (外国工业、电信、无线电执法机构) étrangères sans l'approbation du MIIT. Cette autorisation, prévue par l'article 21, octroie ainsi au MIIT la compétence de délivrances d'autorisation de transferts transfrontaliers de données pour ces secteurs.

Blockchain : 15 zones pilotes sont identifiées pour explorer les applications de la *blockchain*

Le 30 janvier, l'Administration chinoise du cyberspace (CAC) et 15 autres administrations ont identifié [15 zones pilotes et 164 entités](#) pour tester et développer les applications de la blockchain dans plusieurs secteurs. La CAC appelle principalement à explorer les applications dans les domaines de l'énergie, des services fiscaux, de

l'éducation, de la santé et de la finance, y compris transfrontalière. Diverses entités (entreprises et universités), parmi les 164 identifiées, sont mobilisées pour participer, aux côtés des administrations provinciales et municipales, à ces tests : CNOOC, Beijing Gas Group Co., ou encore la banque ICBC. Les zones pilotes se situent quant à elles notamment à Pékin, Shanghai, Canton est Chengdu. [La CAC encourage](#) l'utilisation de la blockchain dans les échanges de données – utilisation déjà prévue par certaines plateformes d'échanges de données, comme celle de Shanghai lancée en novembre 2021. Pour mémoire, le développement de la *blockchain* est une priorité technologique chinoise et bénéficie d'un fort soutien gouvernemental depuis 2016. Son importance a été réitérée par l'appel du Président Xi Jinping à « saisir les opportunités » présentées par la *blockchain* et à en faire une stratégie nationale.

Pour rappel, les activités liées aux cryptomonnaies sont formellement interdites en Chine et l'utilisation de la blockchain pour l'émission de jetons non-fongibles (NFT) est fortement régulée, ces derniers étant présentés comme des *digital collectibles*. En Chine, les NFT ne sont pas émises sur des *blockchain* publiques décentralisées mais sont portées par des consortiums supervisés par l'entité émettrice. Pourtant, la plupart des grands groupes de l'économie numérique ont récemment présenté des projets en lien avec ces unités de données commercialisées de façon exclusive : Tencent a ainsi lancé une plateforme de commerce de NFT « *magic core* » et Q Music, filiale du groupe, ambitionne de devenir la première plateforme musicale à proposer des contenus en NFT en Chine. A l'occasion de la « journée des célibataires » (11 novembre) 2021, Alibaba a lancé une « exposition d'art dans le métavers » offrant des œuvres d'art en NFT pour l'achat de certains objets de grandes marques.

Récemment, plusieurs entreprises chinoises, parmi lesquelles Tencent et Ant Group, ont [présenté](#) une initiative pour définir des standards techniques relatifs à l'émission de jetons non-fongibles (NFT) à l'Union internationale des télécommunications (UIT). Ce projet, intitulé *technical framework for distributed ledger technology (DLT)-based digital collection services*, pourrait permettre aux acteurs chinois de soutenir l'internationalisation d'un modèle hybride de *blockchain* supervisé par une organisation centrale, et donc potentiellement différent des modèles proposés par Ethereum notamment. Depuis plusieurs années, la Chine se montre particulièrement active dans les organismes de standardisation de la *blockchain* au niveau mondial (ISO/TC307, ISO/IEC JTC1). En avril 2020, l'initiative Blockchain Service Network (BSN) [a été lancée](#) dans le but de rendre interopérable différentes solutions de blockchain selon un modèle centralisé « contrôlé par la Chine » d'après les conclusions des livres blancs.

Pharmaceutiques : publication du 14^{ème} plan quinquennal pour le développement de l'industrie pharmaceutique

Le 30 janvier, la Commission nationale du développement et de la réforme (NDRC) et huit ministères ont publié le [14^{ème} plan quinquennal pour le développement de l'industrie pharmaceutique](#).

Ce plan préconise de consolider le secteur, de renforcer la R&D et la résilience des chaînes de valeur. Selon les chiffres cités, la valeur ajoutée de l'industrie pharmaceutique a connu une croissance annuelle moyenne de 9,5%, tandis que les investissements en R&D des grandes entreprises pharmaceutiques (规模以上) ont augmenté de 8% en moyenne par an, durant la période du 13^{ème} plan quinquennal (2015-2020). En 2020, la part de revenu investi en R&D était, en moyenne, d'un peu plus de 6%.

Peu d'objectifs chiffrés sont fixés par le plan quinquennal. Ce dernier préconise le maintien à 8% ou plus du taux annuel moyen de croissance de la valeur ajoutée du secteur, soit moins que les 9,5% entre 2016 et 2020. Les investissements annuels moyens en R&D devront être portés à plus de 10% d'ici 2025.

Electronique : le constructeur automobile Geely envisagerait d'acquérir le fabricant de smartphones Meizu

Selon [Nikkei Asia](#), Hubei Xingji Shidai Technology (détenu à 55% par le président du constructeur automobile Geely) envisage d'acquérir Meizu, société de téléphonie mobile.

La création en septembre 2021 de Hubei Xingji Shidai Technology, dédiée aux terminaux mobiles, et le projet ultérieur de rachat de Meizu *via* cette branche, [démontrent](#) la volonté de Geely d'investir davantage dans la connectivité des véhicules. La tendance est en effet à la multiplication des partenariats entre équipementiers, constructeurs automobiles et acteurs du numériques, ces derniers investissant le plus souvent dans les premiers (voir le [Bulletin d'analyse économique Chine de juin 2021](#)). La réciproque est également vraie. Geely aurait déjà investi 1,5 Md USD au sein de sa filiale Hubei Xingji.

Automobile : Stellantis poursuit la réorganisation de ses capacités industrielles en Chine

En 2021, DPCA (co-entreprise PSA-Dongfeng) a vendu 100 567 véhicules, soit plus du double par rapport à 2020 (48 300). Cependant, le groupe poursuit une stratégie de réorganisation de son appareil productif en Chine qui devrait se concrétiser par l'annonce [à venir](#) d'une nouvelle stratégie mondiale, présentée le 1er mars par Carlos Tavares, qui devrait notamment redéfinir les modalités de la présence de Stellantis en Chine.

Jusqu'à l'été 2019, DPCA (JV PSA-Dongfeng) possédait quatre usines en Chine. Face à la baisse de ses ventes, DPCA a réduit ses capacités : l'usine (Wuhan 1) a été mise vendue en 2019 et Wuhan 2, qui avait également été cédée à cette date, vient d'être reprise par Dongfeng-Honda [le 5 janvier 2022](#). La production de DPCA (co-entreprise Stellantis-Dongfeng) est désormais concentrée à l'usine Wuhan 3 (capacités de 180 000 véhicules par an), ainsi qu'à Chengdu (240 000/an).

Par ailleurs, suite à la création du groupe Stellantis (fusion PSA-FCA), le groupe a hérité en 2021 des actifs de GACFCA, JV entre FCA et GAC. Stellantis a [annoncé](#) fin janvier 2022 prévoir de prendre une participation majoritaire (75%) au sein de GACFCA tout en concentrant ses capacités sur l'usine de Changsha, notamment pour la production de véhicules Jeep. Depuis le 1^{er} janvier 2022, l'obligation de co-entreprise pour les entreprises étrangères produisant des véhicules thermiques a été officiellement levée.

Dans le même temps, Dongfeng a réduit son actionariat au sein de Stellantis et ne détient plus que 3,2% du groupe, contre 6,1% au moment de la fusion PSA-FCA. Cette baisse de participation était prévue par l'accord de fusion et Dongfeng a récupéré 1,3 Md EUR de liquidités grâce à cette transaction, réalisée en deux temps (septembre 2021, janvier 2022).

Retour au sommaire ([ici](#))

Développement durable, énergie et transports

Climat : la Chine fait marche arrière sur le calendrier du pic d'émissions pour ses producteurs d'acier

Une [directive](#) de haut niveau sur le développement « de haute qualité » pour les secteurs du fer et de l'acier a été publiée le 7 février conjointement par trois administrations, à savoir le ministère de l'Industrie et des Technologies de l'information (MIIT), la Commission nationale pour le Développement et la Réforme (NRDC) et le ministère de l'Ecologie et de l'Environnement (MEE). Elle ordonne à l'industrie sidérurgique de mener sa transition « verte » et « à faible d'émissions de carbone » de manière « coordonnée », en particulier, de s'assurer d'atteindre le pic d'émissions avant 2030. Ce calendrier est reporté de cinq ans par rapport à l'objectif précédemment annoncé dans la [version préliminaire](#) apparue en décembre 2020. De même, l'Association chinoise du fer et de l'acier (CISA) a [déclaré](#) en mars dernier que le secteur viserait à atteindre le pic d'émissions « avant 2025 » et à baisser ses émissions de 30% par rapport au niveau maximal en 2030.

D'une part, certains analystes estiment que ce recul indique un manque d'ambition de Pékin. Selon [Li Shuo](#), analyste à Greenpeace Asie de l'Est, ce report pourrait mettre en péril l'objectif d'atteinte du pic des émissions carbone avant 2030 par la Chine puisque les secteurs industriels traditionnels tels que l'acier devront atteindre le pic en avance pour compenser d'autres secteurs comme celui des transports. D'autre part, des médias chinois [l'interprètent](#) comme un signal que Pékin commence à modifier sa trajectoire de décarbonation vers une approche plus réaliste afin d'éviter des pénuries de produits de base ou des inflations de prix, faisant écho au [discours](#) du président Xi qui appelait en décembre dernier à une « compréhension correcte de la neutralité carbone » et affirmait que « la décarbonation doit être menée à bien rapidement, mais pas d'un seul coup ».

Par ailleurs, la directive interdit strictement l'ajout de nouvelles capacités de production d'acier et énumère une liste d'objectifs quantitatifs d'ici 2025, dont la réduction de plus de 2% de « consommation globale d'énergie » par tonne d'acier et de plus de 10% de la consommation d'eau du secteur. Elle prévoit également que plus de 15% de la production d'acier soit réalisée par des fours à arc électrique contre environ [10%](#) actuellement, alors qu'un [rapport récent](#) de *Global Energy Monitor* montre que peu de progrès ont été réalisés pour augmenter la part des fours à arc électrique à ce jour. A noter cependant que ce document récemment paru s'inscrit dans le modèle du développement économique "de haute qualité" proposé par le président Xi en 2017 et ne constitue pas l'un des plans d'atteinte du pic des émissions prévu par la stratégie nationale climatique du « 1+N », celui concernant le secteur de l'acier devrait être publié dans le courant de l'année 2022.

Energie : signature d'un contrat majeur d'approvisionnement en gaz entre la Chine et la Russie

La visite de Vladimir Poutine à Pékin a été l'occasion de confirmer une série de contrats entre la Chine et la Russie, lors de sa rencontre avec Xi Jinping le 4 février. Parmi ceux-ci figure un [contrat majeur](#) d'approvisionnement en gaz entre Gazprom, qui détient le monopole des exportations de gaz en Russie, et China National Petroleum Corporation (CNPC), géant chinois du pétrole et du gaz. L'accord concerne un approvisionnement sur 25 à 30 ans à raison de 10 Mds m³ de gaz par an, à travers un nouveau gazoduc entre la région extrême orientale de la Russie et le nord-est de la Chine (indépendant du réseau de gazoducs utilisés pour l'approvisionnement européen). Les premières livraisons de gaz devraient avoir lieu d'ici deux à trois ans.

Pour mémoire, la Chine est le troisième consommateur mondial de gaz et importe plus de 40% du gaz utilisé sur son territoire. Ses importations ont bondi de 20% en 2021 pour répondre à une demande en gaz exceptionnelle, grâce notamment à l'augmentation de capacité du gazoduc sino-russe *Power of Siberia* mis en service en 2019. La Russie, troisième exportateur de gaz vers la Chine (deuxième pour le gaz par gazoduc) a ainsi fourni 16,5 Mds de m³ de gaz naturel à la Chine en 2021 et prévoyait déjà avant la signature de ce nouveau contrat de porter ses livraisons à 38 Mds m³ d'ici 2025.

Energie : la construction d'un marché chinois unifié de l'électricité se concrétise avec une mise en œuvre initiale prévue pour 2025

Quelques jours avant le nouvel an chinois, la Commission nationale pour le Développement et la Réforme (NDRC) et l'Administration Nationale de l'Energie (NEA) ont publié [un avis](#) sur « l'accélération de la construction d'un système national de marché unifié de l'électricité ». Alors qu'il n'existe actuellement que des marchés régionaux de l'électricité en Chine (une trentaine de régions ont aujourd'hui des marchés à long et moyen terme et 8 ont mis en place des marchés « spot »), le document prévoit qu'un marché unifié de l'électricité soit « initialement » mis en place en 2025 avec pour objectif un fonctionnement complet en 2030. Le marché national devra d'abord opérer « en collaboration » avec les marchés régionaux en 2025, avant de passer à un « fonctionnement conjoint » en 2030. Si la construction d'un marché unifié figurait depuis déjà plusieurs années dans la stratégie de développement énergétique de la Chine, c'est la première fois qu'un calendrier de mise en œuvre est publié.

Le développement d'un tel marché national permettrait, comme c'est déjà le cas en Europe, d'échanger de l'électricité à travers le pays au-delà des barrières territoriales qui peuvent exister actuellement entre provinces ainsi qu'entre le réseau opéré par China Southern Grid dans le sud de la Chine, et celui de State Grid partout ailleurs. Surtout, il permettrait d'améliorer la stabilité et la flexibilité du système électrique chinois qui prévoit d'intégrer une part croissante d'énergies renouvelables intermittentes dans les prochaines années, souvent éloignées des centres de consommation (objectif de 1200 GW d'éolien et de solaire en 2030 qui sera, selon les acteurs du marché, probablement dépassé).

Transport : hausse des transports de passagers de 31,7 % par rapport à l'année précédente pendant le nouvel an chinois

Le ministère des Transports chinois a [annoncé](#) que 130 millions de personnes ont voyagé en Chine durant les sept jours de vacances du nouvel an chinois (31 janvier-6 février). Parmi eux, 91,3 millions ont emprunté la route, 30,3 millions les chemins de fer, 5 millions l'avion et 3 millions les voies navigables. Le pic de transport de passager a été atteint le 6 février, dernier jour des congés. Le transport de passagers représente une augmentation de 31,7% par rapport à l'année dernière mais une diminution de 69,2% comparée à 2019 (avant l'épidémie). Contrairement à l'année précédente le gouvernement central n'avait pas publiquement demandé aux personnes de ne pas voyager. Cependant nombre d'autorités locales avaient mis en place des mesures de restriction, notamment avec l'apparition de cas de Covid dans plusieurs villes et provinces (Pékin, Tianjin, Hangzhou, Guangdong) avant les fêtes du nouvel an.

Aviation civile : publication d'un plan de « développement vert »

L'Administration de l'Aviation Civile de Chine (CAAC) a publié un [nouveau plan de « développement vert »](#) pour l'aviation civile, orientations qui font suite au document cadre de développement de l'aviation civile pour le 14^{ème} plan quinquennal 2021-2025, publié en janvier dernier (Voir *Brèves du SER de Pékin*, [semaine du 10 janvier](#)). Si le gouvernement chinois situe globalement le pic des émissions de CO₂ avant 2030, le plan de la CAAC rappelle les handicaps pour l'atteinte de ces objectifs dans un secteur où les technologies de décarbonation ne sont pas matures, ni industrialisées à grande échelle, tandis que la demande de services aériens va continuer de croître en Chine dans les années prochaines. En dépit de ces très fortes contraintes conjoncturelles et structurelles, le plan assume de viser un pic de carbone de l'aviation civile chinoise [en 2035](#), ce qui paraît ambitieux compte-tenu du manque de données objectives pour assurer une telle trajectoire.

La CAAC rappelle le bilan de la période précédente (essentiellement celle du 13^{ème} plan quinquennal 2016-2020). En 2020, 16% des véhicules utilisés en zones aéroportuaires sont électriques. La généralisation des groupes auxiliaires de puissances électriques (APU) a contribué à la performance en consommation de carburant par tonne- km (0,285 kg en 2020), ce qui aurait permis d'économiser 400 000 t de kérosène (l'équivalent de 1,3 Mt d'émission de CO₂ en moins). La moyenne d'âge de la flotte d'appareil en service est de 8 ans. L'optimisation des trajectoires de vol aurait de son côté permis d'économiser 360 000 t de kérosène (ou 1,14 Mt d'émission de CO₂). 90% des déchets et eaux usées des nouveaux aéroports sont traités. Le premier vol commercial avec des carburants durables de l'aviation (SAF en anglais) a été opéré : il s'agissait d'un vol opéré par Hainan Airlines entre Shanghai et Pékin [dès mars 2015](#), avec 100 passagers à bord d'un Boeing 737, utilisant un mélange de carburant comportant 50% de biocarburant produit par SINOPEC. Les [premiers vols essais](#) remontent à 2013 par China Eastern, sur Airbus A320. La CAAC estime que les efforts de décarbonation vont se poursuivre au cours du 14^{ème} plan, et fixe notamment les objectifs suivants : stabilisation du volume de consommation de carburant par tonne-kilomètre de la flotte d'avions de transport (0,293 kg en 2025) ; diminution des émissions de CO₂ de l'aviation commerciale par tonne-km (de 0,928 kg en 2020 à 0,886 kg en 2025) ; progression de l'électrification des véhicules en zones aéroportuaires à 25% du parc en 2025 (et moins de 5% utilisant du diesel).

S'agissant des SAF, la CAAC indique un volume global de consommation de 50 000 t à la fin du plan (dont 40% de l'effort en 2025). On estime qu'un A321neo avec 192 passagers est réputé consommer environ 5 000 litres de kérosène pour opérer une distance de 1 200 km (dans [cet exemple](#), le vol Delhi-Mumbai est équivalent à un vol Pékin-Canton). Pour simplifier, en prenant l'hypothèse d'une incorporation de 2% d'incorporation de SAF ([objectifs UE](#) à 2025), les objectifs pluriannuels de la CAAC porterait sur 500 000 vols similaires à l'exemple considéré, dont 200 000 en 2025. Cela apparaît modeste au regard du marché chinois, où 63 000 vols ont été effectués lors de la seule semaine de congés du nouvel an lunaire en 2022 (toutes destinations confondues : voir *brève transport aérien*). Contrairement aux programmes français, européens ou américains en la matière, les autorités chinoises ne spécifient à ce stade aucune obligation d'incorporation des SAF, ni non plus de développement sur les filières et types de carburants durables envisagées. Le plan de la CAAC indique toutefois de manière générale que des efforts seront entrepris d'ici 2025 pour promouvoir le développement d'infrastructures d'approvisionnement dans les aéroports ayant des flux annuels de plus de 5 millions de passagers, en particulier ceux des grandes zones de Beijing-Tianjin-Hebei, du delta du Yangzi, de la Grande Baie ou du cercle économique Chengdu-Chongqing. De leur côté, les énergéticiens chinois organisent leur offre pour répondre non seulement aux besoins éventuels du marché chinois mais sans doute dans des perspectives d'exportation de leur production de SAF : ainsi, SINOPEC a [annoncé](#) en août dernier son intention de porter ses capacités de productions de biocarburants à 100 000 t à horizon 2025, tandis qu'un groupe public de la province

du Shanxi [a déclaré](#) en décembre son intention d'investir en Malaisie dans une usine de production d'huile végétale hydrotraitée (HVO) pour l'aviation.

La CAAC mentionne d'autres leviers de verdissement de l'aviation civile, notamment l'intégration de nouveaux concepts et technologies pour la gestion du trafic aérien, la réduction des nuisances sonores, l'amélioration du traitement des déchets, y compris dans le démantèlement et le recyclage des aéronefs (domaine dans lequel s'inscrit le projet d'usine Airbus à Chengdu d'ici 2023, voir *Brèves du SER de Pékin, semaine du 17 janvier*). Nulle trace cependant dans le plan de la CAAC de projets de plus grande envergure technologique (nouveau modèle d'avions ou systèmes propulsifs), même s'il est indiqué que la R&D sur les petits modules électriques ou hybride d'aviation générale va se poursuivre. Les ambitions en matière de formation de talents et d'innovation sont affirmées (sans grandes précisions), de même que le financement de la transition par des mesures financières centrales et locales (fiscales, émissions d'obligation vertes, assurance-crédit, etc.), mais sans information sur les enveloppes budgétaires dédiées.

En définitive, la trajectoire de décarbonation de l'aérien impliquera pour la CAAC un travail interministériel avec les autres administrations chinoises concernées (NDRC, MEE, MIIT et NEA), notamment pour la généralisation d'une [tarification du carbone basée sur le marché](#), intégrant l'aviation civile d'ici à 2025 au marché carbone national lancé l'an dernier, dans le but d'améliorer les mécanismes existants de surveillance, de notification et de vérification (MRV) des émissions de CO₂ et favoriser leur éligibilité au « Régime de compensation et de réduction de carbone pour l'aviation internationale » (CORSIA) de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI). Sur le plan international, la CAAC indique sa volonté de contribuer pleinement aux débats des prochaines assemblées générales de l'OACI (dont la 41^{ème} se tiendra à l'automne prochain et la 42^{ème} en 2025), en renforçant sa présence au Conseil, tout en menant parallèlement des actions de coopération pour le développement vert de l'aviation avec notamment les Etats participants à l'initiative chinoise des Nouvelles Routes de la Soie.

Transport aérien : la reprise du trafic intérieur au nouvel an lunaire 2022, encore loin des niveaux d'avant-crise ; un trafic international entre la France et la Chine réduit à néant

Selon les [données officielles](#) de l'Administration de l'Aviation Civile de Chine (CAAC), pendant les congés annuels chinois du nouvel an lunaire entre le 31 janvier au 6 février dernier, 5 millions de passagers aériens ont été transportés par avion (+40,2% par rapport à la période similaire en 2021), pour un total de 62 744 vols opérés (+33,3%). Le taux de remplissage moyen reste modeste et stable par rapport à l'an dernier (58,26%, +0,75%), l'offre aérienne étant légèrement améliorée en matière de ponctualité (97,08% des vols à l'heure, +0,83%). Après la chute vertigineuse enregistrée en 2021, les performances du transport aérien en 2022 pendant les fêtes sont en hausse, mais restent inférieures à [celles de 2020](#), qui a vu le déclenchement de la crise de COVID-19 (-23% pour le nombre de passagers transportés), mais surtout par rapport au trafic constaté avant la crise [en 2019](#) (-60,2%), où 12,6 millions de passagers avaient pris l'avion. Dans un [séminaire récent](#), la CAAC prévoit cependant pour 2022 un trafic intérieur qui devrait se situer entre 75 et 85% de celui enregistré en 2019, si l'épidémie de covid-19 est maîtrisée au cours des prochains mois.

En revanche, les implacables mesures sanitaires chinoises appliquées aux vols internationaux, notamment les dispositions de « circuit breaker » mises en place en juin 2020, continuent à sévir. Pour mémoire elles consistent en la suspension des vols entrants des compagnies aériennes (chinoises ou étrangères) en fonction du nombre de passagers détectés positifs au COVID-19 à leur arrivée sur le territoire chinois ou au cours de leur quarantaine (Voir *Brèves du SER de Pékin, semaine du 10 janvier 2022*). Air France a écopé d'une [nouvelle sanction](#) contre son

vol AF198 Paris CDG – Shanghai PVG, avec annulation des vols des 17 et 24 février prochains. Cette mesure s'ajoute à la suspension de la seconde fréquence hebdomadaire sur la même route (vols des 7 et 14 février annulés). Par ailleurs, malgré la fin des sanctions sur le vol AF382 CDG – Tianjin TSN le 6 janvier dernier, cette opération n'a pu reprendre en raison des mesures sanitaires en vigueur, entravant la circulation des personnels au sol de la compagnie française entre leur base (Pékin) et Tianjin. Si l'on ajoute les sanctions décrétées par les autorités chinoises à l'encontre des trois vols réguliers hebdomadaires des compagnies de leur pavillon (China Southern est suspendu jusqu'au 7 avril pour son vol de Paris à Canton ; China Eastern, jusqu'au 20 mars pour Paris-Shanghai; Air China, jusqu'au 16 mars pour Paris-Tianjin) il n'y aura aucun vol régulier entrant entre Paris et la Chine tout au long de la semaine prochaine, situation inédite depuis le déclenchement de la crise pandémique, et [touchant de multiples liaisons internationales](#). Au cours du mois de février, 75% des rares vols entrants programmés depuis la France (soit 6 par semaine, répartis à équité entre les deux pavillons) sont d'ores et déjà annulés.

Aéronautique : SF Express obtient une licence d'exploitation pour déployer commercialement une solution de drone de fret

L'Administration de l'Aviation Civile de Chine (CAAC) a délivré à Fengniao Technology, filiale du géant de la logistique Shunfeng (SF Express), une [licence d'exploitation commerciale](#) régionale pour le transport de fret aérien par drone à charge lourde, une première sur le territoire chinois. Ce dossier était en instruction depuis septembre 2020. Le drone de SF Express a suivi les procédures d'évaluation des risques de la CAAC par type d'exploitation (en anglais SORA, l'autorité chinoise ayant défini ces règles en février 2019). L'expérimentation des services commerciaux (notamment pour le transport de produits frais alimentaires) sera menée dans la ville de Yulin (province du Shaanxi). Selon les observateurs, il s'agirait du modèle [Feihong FH-98](#) (1,8t de charge utile), co-développé par SF et la China Academy of Aerospace Electronics Technology (filiale de la CASAC), dérivé du design du vieil appareil Shijiazhuang Y-5, bimoteur d'inspiration soviétique. Les experts [remarquent](#) que ces drones à charge lourde pourraient avoir un rôle à jouer dans la réorganisation des réseaux logistiques, en s'intercalant entre l'offre traditionnelle de fret aérien et la livraison au dernier kilomètre, pouvant être assurée par un drone de petite capacité, et en réduisant ainsi les coûts de transports tout en proposant une capacité d'emport équivalente à celle des camions.

SF Express a d'[autres projets de drone cargo](#) en parallèle, notamment avec l'entreprise slovène Pipistrel, via sa filiale basée en Allemagne (Amazilia Aerospace), avec le développement d'un drone cargo hybride (thermique-électrique), baptisé [Nuuva](#). Le modèle Nuuva V300 vise une charge utile de 460 kg, tandis que le drone Nuuva V20, se positionne sur l'emport de plus petites charges, à 20 kg. Le Nuuva V300 est équipé de huit moteurs Pipistrel E-811 indépendants, alimentés par batterie, et déjà certifiés. Ce moteur E-811 équipe également le [Velis Electro](#) de Pipistrel, qui est depuis juin 2020 le premier appareil entièrement électrique à être certifié par l'Agence européenne de la sécurité aérienne (AESA).

Retour au sommaire ([ici](#))

Actualités régionales

Shanghai : accélération du déploiement du métaverse dans le district de Xuhui

Le 27 janvier des institutions et entreprises ont participé à un séminaire dans le district de Xuhui à Shanghai pour discuter des tendances et opportunités de la technologie du métaverse. Parmi les participants peuvent être cités le laboratoire de Pujiang (浦江实验室), l'institut de recherche Shutu Blockchain (树图区块链研究院), l'Académie chinoise des technologies de l'information et des communications (中国信通院华东分院), Huawei, Tencent, Alibaba, Shang Tang, et Netease.

Lors du séminaire, les experts ont discuté de la nécessité de répondre à la concurrence mondiale en améliorant la compétitivité des technologies de base du métaverse. À long terme, l'accent devrait être mis sur l'élaboration de règles éthiques et de lois pour le métaverse. Zhang Lijun, vice-président et directeur général du siège de Tencent en Chine, a indiqué que Tencent avait mené des tests dans des domaines tels que les jeux, les réseaux sociaux, le contenu IP, l'intelligence artificielle et les collections numériques NFT. Tencent souhaite prendre la tête du développement du métaverse dans le district de Xuhui.

Dans le 14e plan quinquennal (2021-2025) pour le développement de l'industrie de l'information numérique de Shanghai une mention spécifique est faite en faveur du développement du métaverse. Le district de Xuhui, qui a inscrit le métaverse dans son plan de travail en janvier 2022, estime disposer d'un avantage en raison de ses capacités dans les technologies de l'intelligence artificielle. Xuhui accueille chaque année la conférence mondiale sur l'IA (WAIC : *World Artificial Intelligence Conference*) depuis sa création en 2018. En 2021, la production totale de Xuhui dans le secteur de l'IA a atteint 55 mds de CNY, avec un taux de croissance annuel moyen proche de 30 % depuis 2017.

Source : ([The Paper](#))

Jiangsu : la ville de Changzhou tient sa première conférence de l'année sur le développement industriel

Le 7 février, Changzhou a organisé sa première conférence sur le développement industriel de la ville. A cette occasion, les objectifs 2025 de la ville ont été rappelés : la production industrielle totale dépassera 2 500 mds de CNY, la valeur ajoutée issue de l'industrie manufacturière sera stabilisée à environ 43 % du PIB et la part des industries de haute technologie dans l'industrie totale atteindra 50 % (mesurée en valeur de la production industrielle).

Pour accélérer le développement des entreprises de premier plan et obtenir des entreprises présentes dans le "Top 500 monde", un fonds de fusion et d'acquisition basé sur le marché d'une valeur totale de plus de 5 mds de CNY sera créé. D'autre part, les entreprises locales dont le chiffre d'affaires franchira pour la première fois le seuil de 100, 50 ou 10 mds de CNY recevront une prime (10, 5 ou 2 millions de CNY).

Changzhou insiste sur la croissance des industries émergentes telles que les circuits intégrés, la robotique, les véhicules intelligents connectés tout en se tournant vers les industries du futur telles que la thérapie cellulaire, la conduite sans pilote et le métaverse. La ville de Changzhou, 5^{ème} ville du Jiangsu en termes de PIB, devrait devenir la 5^{ème} ville de la province à atteindre un PIB de 1000 mds de CNY. En 2021, le PIB de Changzhou aurait atteint

880,7 mds de CNY, soit une augmentation de 9,1 %, se classant derrière Nantong dont le PIB a atteint 1102,6 milliards de CNY, soit une augmentation de 8,9 %.

Source : ([The Paper](#))

Jiangsu : Kunshan, pôle d'innovation pour l'industrie numérique et de l'information

Le 8 février, la conférence de promotion du pôle d'innovation de l'industrie de l'information numérique de la ville de Suzhou s'est tenue à Kunshan. 150 grands projets, représentant un investissement total de 129 mds de CNY ont été signés et lancés, principalement dans le domaine de la 5G, des semi-conducteurs, des puces et des technologies intelligentes.

L'année dernière, Kunshan a atteint une valeur de production industrielle totale de 1 028,5 mds de CNY, soit une augmentation de 12,8 % en glissement annuel, faisant de Kunshan la première ville de niveau comté en Chine dont la valeur de la production industrielle totale dépasse 1000 mds de CNY. L'industrie de l'information numérique de Kunshan représente 47,7% de cette industrie pour l'ensemble de la ville de Suzhou.

Kunshan a publié le plan de soutien "6-1", donnant des lignes directrices pour la planification industrielle, les politiques industrielles, l'innovation, le développement et l'établissement de grandes institutions. Kunshan va également mettre en place un certain nombre de fonds industriels tels que le *Kunshan Industrial Development Guidance Fund* (昆山还将配套设立), d'une valeur totale de 10 mds de CNY, et le *Kunshan Business Platform Development Fund* (昆山市台商发展基金), d'une valeur totale de 5 mds de CNY, afin de promouvoir la construction de pôles d'innovation industrielle.

Kunshan passe d'une stratégie de fabrication à une stratégie d'innovation pour mettre en avant l'intelligence artificielle, la blockchain, les technologies du cloud, le big data et l'Internet des objets. D'ici 2025, Kunshan vise 200 mds de CNY de production pour l'industrie photovoltaïque, 300 mds de CNY pour les technologies intelligentes, et 100 mds de CNY pour l'informatique de pointe.

Source : ([ShanghaiObserver](#))

Retour au sommaire ([ici](#))

Hong Kong et Macao

Hong Kong

Croissance : Hong Kong voit son PIB progresser de 6,4% en 2021

Le PIB hongkongais a progressé de 6,4% au cours de l'année 2021, profitant notamment du dynamisme du commerce extérieur chinois dans le contexte d'une demande accrue de produits manufacturés à l'échelle mondiale. Hong Kong, plateforme majeure de réexportation vers et depuis la Chine a ainsi vu ses exportations croître de 26,3% en 2021 à 637,5 Mds USD, ses importations augmentant dans le même temps de 24,3% à 681,5 Mds USD. Le rebond de la consommation privée a également apporté une contribution positive à la croissance de Hong Kong en 2021, avec une progression de 5,7% en partie dûe à la distribution de bons d'achats d'une valeur de 5 000 HKD à l'ensemble des résidents hongkongais. L'investissement (FBCF) a lui aussi marqué une reprise en 2021, progressant de 10,1% au cours de l'année. Le secteur des services de leur impacté par les contraintes liées à la stratégie Zéro-Covid et les exportations de services ne progressent que de 0,8% (+1,9% pour les importations de services). Malgré ce rebond, le PIB hongkongais demeure en 2021 inférieur de près de 2% à son niveau atteint en 2018.

Croissance : Fitch abaisse ses prévisions de croissance pour 2022, anticipant désormais une progression du PIB de 1,5% contre 3% précédemment

L'agence de notation Fitch a revu à la baisse ses prévisions de croissance pour Hong Kong, anticipant désormais pour 2022 une progression du PIB de 1,5% contre 3% lors de ses précédentes projections de décembre 2021. Fitch a justifié cette dégradation (sans impact sur la notation de crédit de Hong Kong, actuellement AA-) par le renforcement des mesures de distanciation sociale mises en œuvre par le gouvernement hongkongais et l'éloignement des perspectives de suppression de la quarantaine en Chine continentale. Hong Kong poursuivrait, selon le scénario favorisé par Fitch sa stratégie « Dynamic Zero Covid » au moins jusqu'en 2023, en ligne avec l'approche adoptée en Chine.

Ce scénario de faible croissance ne permettrait pas à l'économie hongkongaise de retrouver son niveau d'activité de 2018 avant 2023, faisant de la RAS l'une des économies les moins performantes parmi les émetteurs souverains notés par Fitch (110^{ème} sur 120 entités).

Epidémie de Covid-19 : le gouvernement renforce les mesures de distanciation sociale, annonçant dans le même temps un plan de soutien de 26 Mds HKD (3,3 Mds USD)

Suite au rebond épidémique actuel, la cheffe de l'exécutif a durci le 8 février le dispositif sanitaire : la jauge d'accueil dans les restaurants sera désormais limitée à 2 personnes par table (4 pour les restaurants dont le personnel et les clients sont vaccinés) ; la fermeture des bars, salles de sports, piscines et salons de massage s'étend aux coiffeurs dans l'attente de la mise en place du système de pass vaccinal, prévue pour le 24 février. Celui-ci concernera également les centres commerciaux, supermarchés, lieux de culte ainsi que les marchés. Les visites à domicile sont limitées à une famille.

Face à l'impact économique attendu de ces nouvelles mesures sur les commerces concernés, un nouveau plan de soutien du gouvernement a été annoncé, à hauteur de 26 Mds HKD (3,3 Mds USD). Une allocation de 10 000 HKD (1 300 USD) sera distribuée aux résidents en situation de chômage temporaire.

Ventes de détail : en hausse de 8,1% en 2021

Les ventes de détail ont progressé de 8,1% en 2021 : +19,1% pour l'électronique, +22,6% pour les vêtements, +27,3% pour les articles d'horlogerie et de bijouterie. Malgré ce rebond, elles demeurent inférieures de 27,1% à leur niveau de 2018 après s'être contractées de 11,1% en 2019, puis de 24,3% en 2020.

Au cours du mois de décembre, la croissance des ventes de détail a toutefois ralenti, atteignant +6,2% en g.a (consensus Bloomberg : 12,5%), contre 7,1% en novembre. En glissement mensuel désaisonnalisé, les ventes de détail reculent de 1,7% comme en novembre. En ventilation par secteur, on observe des hausses particulièrement importantes pour les articles d'horlogerie et bijouterie (+24% en g.a) ainsi que pour l'optique (+25,1%) et les vêtements (+12%). Les ventes de biens de consommation en supermarchés marquent en revanche un retrait de 6,8% en décembre, de même pour les boissons alcoolisées et le tabac (-3%).

Bourse : la cotation de la société chinoise Wuxi Biologics à la bourse de Hong Kong momentanément suspendue suite à l'ajout de la société sur la liste « non vérifiée» par les Etats-Unis

Suite à l'annonce le 7 février de l'ajout de la société Wuxi Biologics, à la liste « non vérifiée» du Département du commerce américain aux côtés de 32 autres entreprises chinoises, celle-ci a vu son cours à la bourse de Hong Kong perdre jusqu'à 25% avant que sa cotation ne soit finalement suspendue de manière provisoire. L'ajout de la société chinoise à la « liste non vérifiée » imposera aux entreprises exportatrices américaines de se soumettre à de plus amples contrôles avant de pouvoir lui expédier des produits. Wuxi Biologics est la seule société chinoise ajoutée à la liste « non vérifiée» des États-Unis cotée à la bourse de Hong Kong.

Macao

Croissance : progression de 21,1% du PIB de Macao attendue en 2022

Selon les prévisions de EIU (Economist Intelligence Unit), l'économie de Macao devrait croître de 21,1% en 2022, après une croissance autour de 25% en 2021. Fitch a revu à la hausse sa notation de AA négative à AA stable en avril 2021 et prévoit une croissance de 22% en 2022.

L'économie demeure fragilisée par les contraintes liées au Covid qui ont impacté les arrivées de touristes et de joueurs : sur l'ensemble de l'année 2021, les arrivées de visiteurs ont augmenté de 30,7% en g.a (7 705 943 personnes) mais elles demeurent toutefois très en dessous des chiffres de 2019 (-80,4%). Les revenus des casinos ont augmenté de 43,7% en glissement annuel en 2021, atteignant 10,6 Mds USD mais demeurent inférieurs de 70,3% à leur niveau de 2019 (36,5 Mds USD). Les revenus des jeux VIP ont augmenté de 8,4% (3,5 Mds USD) en g.a. mais ils sont en recul de 78,9% par rapport à 2019. En janvier 2022, les revenus ont baissé de 20,9% à 784,7 M USD en raison de la reprise épidémique à la frontière chinoise, à Zhuhai, qui a limité le nombre de visiteurs.

S&P a estimé le 8 février que l'activité « mass-market » des casinos de Macao devrait atteindre 45 à 55% du niveau pré pandémie, à condition que les restrictions aux voyages se dissipent en 2022 et retrouver le niveau de 2019 en 2023. Les revenus du segment VIP ne devraient toutefois, selon S&P, pas dépasser 20% du niveau de 2019 en 2022 et 2023 en raison du durcissement du cadre réglementaire à l'égard des junkets (agents spécialisés dans le recrutement de joueurs pour les parties VIP) confirmé dans la loi sur les casinos qui encadrera le renouvellement des licences à l'été. Le nombre de junkets a déjà diminué, à 46 en janvier 2022, contre 85 en 2021.

Retour au sommaire ([ici](#))

Taiwan

PIB : la croissance économique a atteint 6,28% 2021 contre 3,11% en 2020

Selon la DGBAS, [la croissance économique de Taïwan s'est établie à 4,88% au T4 2021 et atteint 6,28% sur l'année](#). Elle attribue cette performance à la progression des investissements (+16,82% sur l'année, +31,69% au T3 et +13,92% au T4 2021) en raison notamment de l'augmentation des capacités de production de TSMC et des autres acteurs de l'industrie des TIC. L'investissement contribue à hauteur de 4,07 pb à la croissance du PIB. Le commerce extérieur apporte également une contribution positive au PIB (+1,89 pb) grâce à une forte hausse des exportations (+17,2%) et des importations (+18%) de biens et de services. La consommation privée qui enregistre un léger rebond au T4 (+1,62%) suite à une baisse importante au trimestre précédent (-5,6%), diminue de 0,45% sur l'année avec au final une contribution négative à la croissance (-0,22 pb).

IDE : les investissements étrangers ont chuté de 18% en 2021

Selon les dernières [statistiques de la commission des investissements](#) du ministère de l'Economie, [les investissements étrangers ont diminué de 20,68% en 2021 en nombre de projets et de 18,24% en valeur en glissement annuel](#). Les 2 711 projets approuvés représentent un montant proche de 7,5 Md USD et se répartissent dans le secteur financier (30,7% du total), les commerces de gros et de détails (12,1%), l'immobilier (8,7%), les TIC (8,3%) et la production de composants électroniques (7,6%). En outre, les investissements dans les TIC et l'immobilier progressent respectivement de +72% et +38%. Par ailleurs, 49 projets d'investissement en provenance de Chine continentale ont été validés pour un montant de 116,2 M USD, soit une baisse en nombre de projets et en montant, respectivement, de 45,56% et de 7,97% par rapport à 2020. Les IDE sortants ont concernés 404 projets (hors Chine) et progressé de 6,73% à 12,6 Md USD. [Les investissements à destination des pays d'ASEAN, essentiellement Singapour, Vietnam et Thaïlande, augmentent de 105% pour atteindre 5,8 Md USD](#). En 2021, les investissements taïwanais en Chine restent à un niveau élevé (5,8 Md USD) et stable (-0,73%).

Semi-conducteurs : TSMC annonce un CAPEX de 40 à 44 Md USD en 2022

[TSMC a annoncé que son CAPEX en 2022 se situerait entre 40 et 44 Md USD](#). Taishin Securities souligne que le CAPEX de TSMC en 2021 (30 Md USD) a généré un effet d'entraînement sur les secteurs situés en amont de la chaîne de valeur des semi-conducteurs (acier, produits chimiques, matières premières, équipements...). A cet égard, les prévisions de croissance de Taïwan à 4,2% pour l'année 2022 risquent encore d'évoluer à la hausse. Mme Alicia Garcia Herrero, Economiste en chef de Natixis Asie-Pacifique, a toutefois rappelé que l'économie taïwanaise risquait de voir les inégalités de revenu s'accroître entre les secteurs qui bénéficient des exportations (TIC, logistique...) et ceux orientés vers le marché domestique si les restrictions sanitaires tardaient à s'assouplir. Ce constat semble partagé par les autorités du MOFA qui réfléchissent à un assouplissement des mesures de quarantaine à compter du 1^{er} mars sous des modalités qui restent à préciser.

Energie : Taipower fait face à de nouveaux défis

Dans [son éditorial du 8 février](#), le Taipei Times relaie les difficultés rencontrées par l'électricien public Taipower pour assurer une fourniture stable en électricité alors que la consommation augmente de façon exponentielle. Le ministère de l'économie table désormais sur une augmentation de la consommation électrique de 2,5% par an, en moyenne, contre 1,84% annoncés précédemment, et ceci principalement en raison de la demande croissante de l'industrie (retour des « Taishang », développement de l'industrie des semi-conducteurs...). Pour mémoire, Taiwan a essuyé ces dernières années plusieurs pannes d'électricité, dont deux en mai 2021. De fait, la consommation d'électricité de Taiwan a bondi de 4,7% en 2021 en raison notamment de la surconsommation du secteur des semi-conducteurs et du télétravail. La situation a été aggravée par la sécheresse au premier semestre qui a contribué à réduire la production des centrales hydroélectriques. Si l'installation de nouveaux générateurs (centrale électrique de Datan) et la construction d'un terminal gazier au Nord de l'île sont en cours, au niveau du développement des ENR, quatre nouveaux parcs éoliens offshore d'une capacité de 2 GW devraient être bientôt connectés au réseau, ainsi que 3 GW de capacité d'énergie solaire. Malgré ces aménagements, [la réserve d'exploitation devrait atteindre 8% cette année](#). Pour assurer une distribution efficace de l'électricité, Taipower devra investir massivement dans la construction d'installations de stockage d'énergie (nécessaire notamment à la gestion des ENR), et dans le déploiement d'un réseau de distribution électrique intelligent.

Investissements taiwanais en Europe : échec du rachat de Siltronic AG par Globalwafers

Le ministère de l'économie allemand a finalement émis un avis négatif au projet de rachat de Siltronic AG par le taiwanais Globalwafers qui représentait un investissement [de 5 Md USD](#). Il a justifié sa décision par l'annonce tardive de l'avis favorable de l'autorité de la concurrence chinoise. N'ayant pu obtenir dans les délais impartis les approbations réglementaires, GlobalWafers devra verser une indemnité de résiliation de 50 M euros à Siltronic AG. Le groupe taiwanais a néanmoins réagi très vite en annonçant « un plan B » de développement qui porte sur [de nouveaux investissements de l'ordre de 100 Md TWD](#) (3,7 Md USD) en Asie, en Europe et aux USA. Pour mémoire, le chiffre d'affaires de Globalwafers, en 2021, [a atteint 61,1 Md TWD](#) (1,9 Md euros), un record historique traduisant une hausse de 10,4% par rapport à 2020.

6G : MediaTek entend bien participer à l'élaboration des futurs standards

[MediaTek](#) vient de publier [un livre blanc sur la 6G](#). Le groupe taiwanais leader de la conception des puces 5G, qui anticipe des vitesses jusqu'à 100 fois plus rapide que la 5G, estime que sa standardisation pourrait démarrer en 2024/25 pour une première version en 2027/28 permettra d'accélérer la transformation numérique à l'échelle mondiale et l'utilisation des outils de communication holographique et tactiles extrêmes, la promotion des jumeaux numériques ou encore des applications avancées à la fois pour le grand public et l'industrie. L'entreprise précise que sa stratégie en matière de 6G repose sur un important effort de R&D.

Retour au sommaire ([ici](#))

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Jean-Marc Fenet
Rédacteurs : Thomas Carré, Lennig Chalmel, Zilan Huang, Yang Jingxia, Baptiste Gosson-Brion, Orhan Chiali, Furui Ren, Kimberley Le Pape, Antoine Moisson, Camille Paillard, Julien Boudet, François Lemal, Dominique Grass, Li Wei, Florian Surre, Valérie Liang-Champrenault, Odile Huang, Charlotte Lau, Max Chang, Alain Berder, Rodolphe Girault, Pascal Millard, Julien Defrance

Revu par : Axel Demenet

Pour s'abonner : camille.paillard@dgtresor.gouv.fr